

Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Lambaréné/Santé sexuelle et reproductive...

Le Réseau d'Afrique centrale discute des résultats de l'enquête

Escie NDILOROU
Lambaréné/Gabon

PRES d'un an après leur dernier séjour dans la localité, les membres du Réseau d'Afrique centrale pour la santé reproductive des femmes viennent à nouveau de boucler une mission consistant à discuter des résultats de l'enquête réalisée par cette entité sur place. Thème: itinéraire thérapeutique des femmes et des adolescentes face à l'accès aux soins après avortement, à Lambaréné et ses environs. La délégation, conduite par la présidente de cette ONG, Dr Aimée Patricia Ndembi Ndembi, comprenait aussi ses collègues Catherine Olivia Malouta et Chimène Ntsame Mboulou, toutes chercheuses. Cette équipe s'est déployée durant une semaine dans la commune de Lambaréné : au lycée Aubin Moudjekou, à l'hôpital international Albert Schweitzer et à la direction régionale de Santé (DRS). Au lycée, les membres du



Photo : Escie NDILOROU

Remise du rapport à la proviseure du lycée Aubin Georges Moudjegou, Sophie Sylvie Elege...

réseau ont été reçus par la proviseure Sophie Sylvie Elege, tandis qu'à Schweitzer, c'est la sage-femme et majeure Dao Assékou, qui s'est chargée de s'entretenir avec les chercheuses. A la DRS, le directeur, Dr Julien Meyong Bekalé, a eu une séance de travail avec l'ONG. Ce dernier s'est dit honoré de recevoir les résultats de l'enquête sur son périmètre de compétence et a encouragé l'organisme de Patricia Ndembi à continuer le travail déjà entamé, pour le bien de la population vulnérable, du reste très jeune. Partout où la délégation est passée, une séance de

travail a précédé la remise du rapport à chaque responsable rencontré. Concrètement, il était question de commenter et de discuter du contenu de ce rapport qui est complet en termes de diagnostics et de recommandations issus de l'enquête sur le terrain. Au lycée Aubin Georges Moudjegou, la délégation a fait d'une pierre deux coups. D'autant qu'après la réunion avec la proviseure, les visiteuses se sont entretenues avec les élèves des deux sexes dans une salle de classe, en dehors de tout encadreur pédagogique. Un huis-clos qui a permis de déceler les points cul-



Photo : Escie NDILOROU

... et à une sage-femme de Schweitzer.

minants soulignés dans le rapport en matière de vie sexuelle des adolescents des deux sexes. Dans ce rapport, il est noté qu'au Gabon, les articles 244 et 245 du chapitre IV du Code pénal rappellent les peines encourues lors de la pratique de l'avortement. Cependant, l'interdiction n'empêche pas cette pratique illégale par les femmes, dont plusieurs adolescentes. **PEUR DE L'INTERROGATOIRE**• En outre, cette étude qui a fait l'objet de discussion s'est déroulée à Lambaréné et ses environs (dans les villages situés sur le fleuve Ogooué et dans les Lacs), du 31 jan-

vier au 13 février 2018. Elle a porté sur plus de 500 personnes, dont 370 questionnaires ont retenu l'attention, ainsi que quelques extraits de récits d'entretiens. Les thématiques portaient sur l'éducation sexuelle, le lieu de vie, les menstrues, les premiers rapports sexuels, l'avortement et l'itinéraire thérapeutique. Les résultats ont montré, entre autres, qu'en cas de complications liées à l'avortement, les adolescentes ne se rendent pas systématiquement dans une structure hospitalière. Elles évoquent la peur de l'interrogatoire du personnel soignant, la peur que

des membres de leur famille soient informés et le manque de moyens financiers.

Ces résultats ont mis au jour d'autres réalités, notamment que les adolescentes n'ont pas reçu d'information sur les menstrues avant de les avoir. Que ce sont les pairs qui donnent des informations sur les techniques utilisées pour pratiquer un avortement. Que l'auto-avortement est en augmentation depuis la commercialisation du Misoprostole/Cytotec. L'ONG a alors saisi cette occasion pour sensibiliser les élèves au risque des grossesses non désirées ou grossesses précoces et, surtout, quand on est encore sur le banc de l'école primaire ou secondaire. Créée depuis 2008, le Réseau d'Afrique centrale pour la santé reproductive des femmes a pour objet l'éducation à la santé sexuelle et reproductive des jeunes et des adultes, ainsi que le renforcement des compétences du personnel soignant sur la prise en charge des soins après avortement.